

# Climate Helpdesk

## Soutien ad hoc pour les CDN, les LT-LEDS, la transparence et l'action climatique

Avez-vous besoin d'aide pour concevoir, mettre en œuvre ou mettre à jour votre contribution déterminée au niveau national (CDN), votre stratégie de développement à long terme et à faibles émissions de gaz à effet de serre (LT-LEDS pour son acronyme en anglais), pour remplir vos obligations en matière d'établissement de rapports au titre du cadre de transparence renforcé (ETF pour son acronyme en anglais) ou pour parvenir à l'égalité des genres dans vos actions en faveur du climat ? Si c'est le cas, le Climate Helpdesk est à votre disposition pour vous fournir une assistance technique et des conseils.

Le Climate Helpdesk fournit aux pays en développement une assistance technique gratuite, rapide, de haute qualité, à court terme et ciblée. Ce service est proposé par le Projet d'appui à la mise en œuvre de l'Accord de Paris (SPA) et est financé par l'Initiative internationale pour le climat (IKI).

### Le Climate Helpdesk en action

Le Climate Helpdesk fournit une assistance technique flexible aux pays partenaires, notamment dans les domaines suivants:

- Les mises à jour et la mise en œuvre des CDN, y compris l'évaluation de la base de référence d'émissions, des objectifs, des technologies, des options politiques, des trajectoires et des impacts
- Stratégies et mesures visant à mobiliser les investissements privés et publics dans les domaines prioritaires de la CDN et de la LT-LEDS
- Des méthodes et des ressources pour inclure et réunir les gouvernements nationaux et infranationaux dans les processus de planification et de mise en œuvre de la CDN et de la LT-LEDS

- La mise en œuvre de mesures sectorielles, à faibles émissions, et résilientes au changement climatique
- L'alignement des CDN, de la LT-LEDS et d'autres politiques liées au climat
- Révision des inventaires des gaz à effet de serre (GES) pour des secteurs spécifiques
- Mise en place de systèmes de transparence durables et solides, y compris des dispositions institutionnelles appropriées
- Rédaction des rapports biennaux de transparence (RBT) attendus pour décembre 2024, y compris une évaluation rapide du niveau actuel de préparation avec l'outil d'orientation et de feuille de route pour les rapports RBT ([Biennial Transparency Report Guidance and Roadmap Tool](#))
- Réaliser des estimations précises des émissions de GES dans le secteur des déchets
- Aborder les questions de genre dans les mises à jour des CDN et/ou le suivi des actions climatiques sensibles au genre
- Fournir ou organiser des plateformes d'échange entre pairs entre les pays partenaires (Sud-Sud, Sud-Sud-Nord) afin de s'informer sur les actions climatiques réussies.

**Mode d'exécution:** Le mode d'exécution est décidé conjointement. En fonction de la demande spécifique, il peut prendre la forme d'un examen technique, d'une étude documentaire, d'un échange sud-sud, d'une session consultative à distance, d'une session hybride, d'un atelier en personne, d'un dialogue multipartite ou d'autres modes de livraison.

**Demande de soutien:** Le Climate Helpdesk accepte les demandes des agences gouvernementales des pays en

développement qui sont impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre des CDN, des LT-LEDS, des systèmes de transparence et d'autres sujets associés. Pour faire une demande de soutien, veuillez remplir la [note conceptuelle](#) et/ou envoyer un courriel à [climate.helpdesk@giz.de](mailto:climate.helpdesk@giz.de).

## Exemples de soutien fourni dans le passé

### RDP DU LAOS

**Défi:** La RDP du Laos souhaitait se préparer à suivre les progrès de la CDN et à se conformer aux nouvelles exigences de l'ETF en matière de mesure, d'élaboration des rapports et de vérification précises des émissions de GES.

**Soutien apporté:** La RDP du Laos a reçu une assistance en deux étapes. La première intervention a eu lieu en 2021 sous la forme d'un atelier hybride sur les projections de GES pour la RDP du Laos en ce qui concerne le suivi et l'élaboration des rapport de la CDN. En 2023, un atelier en personne a été organisé, axé sur la préparation du RBT.

**Résultat:** Les acteurs concernés de la RDP du Laos ont acquis une compréhension commune du processus de suivi des GES, de la collecte de données et des outils disponibles au niveau national. Grâce à sa capacité renforcée de reporting, la RDP du Laos est désormais mieux équipée pour remplir ses engagements en matière de transparence et suivre efficacement les progrès de sa CDN. Une feuille de route a été élaborée pour la RDP du Laos, décrivant les étapes et le calendrier nécessaires à la préparation de la soumission du RBT.

### ST. LUCIE

**Défi:** Sainte-Lucie souhaitait rendre opérationnel son système numérique de mesure, d'élaboration des rapports et de vérification (MRV pour son acronyme en anglais), qui joue un rôle crucial dans le suivi des progrès réalisés dans le cadre de ses engagements en matière de climat. Le ministère du développement durable avait l'intention de rassembler des informations réparties entre différents ministères et agences, et d'améliorer la fonctionnalité de son portail MRV.

**Soutien apporté:** Afin de répondre aux besoins en matière de rapports et de développer les capacités locales requises pour un système MRV durable, une formation technique a été dispensée aux administrateurs du portail, aux gestionnaires de données et aux parties prenantes concernées. Une archive de données a également été créée au sein du portail pour stocker l'inventaires des GES.

**Résultat:** St-Lucie a évalué les canaux de coopération entre ses fournisseurs et ses utilisateurs de données et dispose désormais d'un mécanisme/dispositif institutionnel pour assurer le flux continu des données et l'utilisation efficace du système MRV. En améliorant la fonctionnalité et l'efficacité du système MRV, le pays a développé un cadre solide pour le suivi et le rapportage de ses actions climatiques.

### GEORGIE

**Défi:** La Géorgie prévoyait d'améliorer la collecte et la gestion des données de son inventaire des GES pour le secteur de l'agriculture. Ceci aurait pour but de faciliter la transition vers un système national durable d'inventaire des GES permettant de mesurer et de déclarer avec précision les émissions du secteur agricole et de mettre au point des mesures d'atténuation efficaces.

**Soutien apporté:** Recherche documentaire lié à un atelier sur place en Géorgie avec des experts techniques du secteur agricole.

**Résultat:** Les principales parties prenantes en Géorgie disposent désormais des conseils pour améliorer la précision et la fiabilité du système de collecte et de gestion des données d'inventaire des GES pour le secteur agricole. Cela a facilité la transition davantage d'un inventaire national des GES basé sur des projets envers un inventaire national des GES basé sur un système standardisé et conforme aux exigences de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). La charge de travail liée à l'établissement des rapports a été réduite puisque toutes les parties prenantes travaillent désormais de manière harmonieuse.

#### Publié par:

Deutsche Gesellschaft für  
Internationale Zusammenarbeit  
(GIZ) GmbH

Sièges de la société  
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 36 + 40  
53113 Bonn, Deutschland  
T +49 228 44 60-0  
F +49 228 44 60-17 66  
E [info@giz.de](mailto:info@giz.de)  
I [www.giz.de/en](http://www.giz.de/en)

Eschborn, Janvier 2024